

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Procédure adaptée ouverte - Services spécifiques

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la Commande Publique

Marché N° : 2515C02MP

ACCORD-CADRE DE SERVICES D'ENSEIGNEMENT SUR DES ACTIONS DE FORMATIONS CACES DISPENSÉES PAR LA CCI DU CANTAL.

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 26 mars 2025 - 12H00

Pouvoir Adjudicateur

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal
44 Boulevard du Pont Rouge
15000 Aurillac
Site internet: www.cantal.cci.fr
Profil acheteur: www.marches-publics.gouv.fr
Cellule de la commande publique: marches@cantal.cci.fr

SOMMAIRE

<u>1.-</u>	<u>Objet et étendue de la consultation.....</u>	<u>3</u>
1.1 -	Objet	3
1.2 -	Mode de passation	3
1.3 -	Type de contrat	3
1.4 -	Décomposition de la consultation.....	4
1.5 -	Nomenclature.....	4
1.6 -	Réalisation de prestations similaires	4
<u>2 -</u>	<u>Conditions de la consultation</u>	<u>4</u>
2.1 -	Délai de validité des offres	4
2.2 -	Forme juridique du groupement	4
2.3 -	Variantes	5
2.4 -	Confidentialité et mesures de sécurité	5
<u>3 -</u>	<u>Conditions relatives au contrat.....</u>	<u>5</u>
3.1 -	Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 -	Modalités essentielles de financement et de paiement	5
<u>4 -</u>	<u>Contenu du dossier de consultation.....</u>	<u>5</u>
<u>5 -</u>	<u>Présentation des candidatures et des offres</u>	<u>5</u>
<u>6 -</u>	<u>Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	<u>7</u>
6.1 -	Transmission électronique	7
6.2 -	Transmission sous support papier	8
<u>7 -</u>	<u>Examen des candidatures et des offres</u>	<u>8</u>
7.1 -	Sélection des candidatures	8
7.2 -	Attribution des accords -cadres	8
7.3 -	Suite à donner à la consultation : : Négociation, Audition et E - Attestations	9
<u>8 -</u>	<u>Renseignements complémentaires.....</u>	<u>10</u>
8.1 -	Adresses supplémentaires et points de contact	10
8.2 -	Procédures de recours	10

1.-. Objet et étendue de la consultation

1.1 - *Objet*

La présente consultation concerne des prestations d'enseignement sur des actions de formations CACES dispensées par la CCI du Cantal.

Cet accord cadre multi-attributaire prévoit de retenir plusieurs prestataires pour chacun des lots. Un prestataire peut présenter un ou plusieurs formateurs.

La CCI du Cantal met en place des actions de formation CACES :

- Dans le domaine de la formation continue pour les chefs d'entreprise et leurs salariés du département du Cantal,
- Dans le domaine des formations longues pour les stagiaires des formations télécoms, techniques (électricité, bâtiment,) dispensées sur le département du Cantal ou sur des sites partenaires à l'échelle nationale

Les clients cible de la CCI du Cantal sont les suivants :

- Salariés d'entreprises,
- Demandeurs d'emploi,
- Donneurs d'ordre publics (conseils régionaux, Pôle emploi, ...)
- Agence d'intérim

Lieu(x) d'exécution :

Les formations peuvent être dispensées sur les sites de formation de la CCI du Cantal mais aussi auprès de chaque entreprise cliente.

Financement Fonds européens :

Certaines actions de formation exécutées dans le cadre de ce marché peuvent faire l'objet de financements par des « Fonds européens ». Dans ce cadre, l'exécution des prestations est soumise à des règles précisées au CCP.

Nom du programme : Programme opérationnel FEDER/FSE Auvergne- Rhône-Alpes 2021-2027.

1.2 - *Mode de passation*

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3 - *Type de contrat*

Les accords-cadres, avec un montant maximum, sont passés en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le détail des montants maximum par lot est mentionné ci-après pour toute la durée du marché. Ils donneront lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque lot sera attribué à un plusieurs opérateurs économiques selon le tableau ci-après (**sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières et appropriées**) de manière à couvrir le besoin en nombre de formateurs.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) dans le tableau ci-après comprenant les montants maximum des prestations pour 4 ans et le nombre de formateurs requis :

Lot(s)	Désignation	Nombre de titulaires requis	Montant maximum en € TTC/Net période (initiale) 2 ans fermes	Montant maximum en € TTC/Net 2ème période (Reconduction) 1 an	Montant maximum en € TTC/Net 3ème période (Reconduction) 1 an
Lot 1	CACES R 485 cat 1 et 2	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 2	CACES R486 cat A et B	3	23 000€	11 500€	11 500€
Lot 3	CACES R489 cat. 1A, 1B, 3 et 5	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 4	Recyclage CACES R485 cat 1 et 2	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 5	Recyclage CACES R486 cat A et B	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 6	Recyclage CACES R489 cat 1A 1B, 3 et 5	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 7	Autorisation de conduite CACES R486 Cat 3B conducteur de chariot automoteur	3	20 500€	10 250€	10 250€

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
80330000-6	Services de formation en matière de sécurité
80500000-9	Services de formation

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE valant marché

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pour présenter leur candidature et leur offre, les candidats doivent compléter le cadre de réponse obligatoire valant marché mis à disposition dans le dossier de consultation (DCE).

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Commentaires
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	À renseigner dans le cadre de réponse valant marché
Le justificatif d'attribution par l'INSEE d'un numéro d'identification (SIRET...)	
Le numéro de déclaration d'activité en tant qu'organisme de formation	

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Commentaires
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	À renseigner dans le cadre de réponse valant marché
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Commentaires
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	À renseigner dans le cadre de réponse valant marché
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Commentaires
Qualifications professionnelles et certifications	À renseigner dans le cadre de réponse valant marché

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Le cadre de réponse OBLIGATOIRE valant marché en format WORD et PDF.	Oui
Le CV des intervenants de l'équipe dédiée à l'exécution du marché précisant leurs qualifications, l'expérience en tant que formateur et l'expérience professionnelle.	Non
Les pièces justificatives de la qualité de l'offre (organisation de la formation, extraits de supports pédagogiques, en lien avec l'objet du marché)	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2- Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords -cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations <i>L'analyse du critère « prix des prestations » se fera en NET/T.T.C</i>	40.0
2-Qualité de la proposition pédagogique	30.0
2.1- Méthode pédagogique, modalités de réalisation des tests	10.0
2.2-Fourniture des déroulés pédagogiques / tests de positionnement / tests d'évaluation des compétences / supports cours)	10.0
2.3- Outils pédagogiques à caractère innovant	10.0
3-Valeur technique	30.0
3.1-Moyens pédagogiques mis à disposition (plateau pédagogique / matériels)	15.0
3.2-Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations : nombre, expérience professionnelle dans le domaine, expérience en tant que formateur (fournir CV détaillé à jour) <i>Le candidat devra présenter dans son cadre de réponse valant marché les noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché public.</i>	15.0

Le critère "Prix des prestations" sera analysé de façon proportionnelle entre les candidats sur la base de leur offre financière indiquée dans le cadre de réponse.

40 points seront attribués au candidat dont l'offre de prix est la moins disante. La note pour les autres offres est calculée ainsi :

$$\text{Note} = 40 \times \frac{\text{Prix de l'offre la moins disante}}{\text{Prix de l'offre}}$$

Les autres critères seront notés à partir du barème suivant :

0% de la note : absence d'information par le candidat.

20% de la note : réponse insatisfaisante

40% de la note : réponse peu satisfaisante

60% de la note : réponse satisfaisante 80%

de la note : réponse très satisfaisante 100%

de la note : réponse excellente

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation : : Négociation, Audition et E - Attestations

Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations par écrit avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. À l'issue des négociations, les candidats pourront remettre une nouvelle offre.

Après analyse, le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Audition

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se laisse aussi la possibilité d'inviter les candidats dans l'ordre de classement, à participer à une audition ayant pour objet de présenter leur offre. Dans ce cas, les candidats seront entendus dans des conditions de stricte égalité de traitement.

Les auditions avec chacun des candidats seront d'une durée identique pour tous.

Les auditions se tiendront par webconférence ou en présentiel au siège de la CCI du Cantal. Les modalités de l'audition seront précisées lors de la convocation des candidats.

Plateforme E-Attestation

L'offre la mieux classée sera donc **retenue à titre provisoire** en attendant que le ou les candidats déposent leurs certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique sur la plateforme **E-ATTESTATIONS** mise à disposition gratuitement par la CCI à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre admis au paiement direct, les sous-traitants devront également déposer leurs documents sur la plateforme **E-ATTESTATIONS**.

L'attributaire pressenti et ses sous-traitants recevront un email d'invitation pour se connecter sur **E-ATTESTATIONS**, depuis l'adresse account@e-attestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception.



Pensez à créer ou à compléter votre profil sur E-Attestations dès réception de l'email d'invitation.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

8.2 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal
Administratif de CLERMONT-FERRAND cours Sablon
CS 90129
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1
Téléphone : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22 (greffe)
04 73 14 61 29 (documentation)
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND cours
Sablon
CS 90129
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1
Téléphone : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22 (greffe)
04 73 14 61 29 (documentation)
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.